

contre l'humanité ou pas ?

Mettant à profit cet état du droit et après avoir fait dans la négation d'une quelconque responsabilité de l'Etat français, en adoptant une posture manichéiste, entre la

seulement, puisque l'une des plus grandes et des plus emblématiques entreprises publiques, la SNCF, la compagnie française des chemins de fer, avait reconnu, dans le

homosexuels pour cause d'orientation sexuelle et les handicapés pour cause de conditions, d'un côté, et de l'autre, le peuple algérien, qui subit la colonisation de peuplement et tout son chapelet de piétinement de sa dignité. Il s'agit en l'espèce d'affirmer la responsabilité de la France dans les crimes contre l'humanité qu'elle commit en Algérie.

Si le crime contre l'humanité n'a jamais fait l'objet d'une convention générale, le statut de Rome, créant la Cour pénale internationale, la CPI, en a quand même donné une définition en son article 7. Il énumère 11 types d'actes inhumains, aptes à recevoir la qualification de crimes contre l'humanité, quand ils sont commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque. 9 types sur les 11 s'appliquent pour l'Algérie. Il s'agit de : 1) de meurtre ; 2) d'extermination ; 3) de réduction en esclavage ; 4) de déportation ou transfert forcé de population, 5) d'emprisonnement ; 6) de torture ; 7) de viol ; 8) de disparitions forcées de personnes ; 9) d'autres actes inhumains de caractère analogue causant intentionnellement de grandes souffrances ou des

de même que la loi française n° 64-1326 du 26 décembre 1964 dispose toutefois que «les crimes contre l'humanité, tels qu'ils sont définis par la résolution des Nations unies du 13 février 1946, prenant acte de la définition des crimes contre l'humanité, telle qu'elle figure dans la charte du tribunal international du 8 août 1945, sont imprescriptibles par leur nature».

Si la France a eu ses procès pour crimes contre l'humanité contre Barbie (1987), Touvier (1994) et Papon (1998), pour ce qui concerne l'Algérie, le généralissime Jacques Massu et le sinistre Paul Aussaresses, alias Commandant O, l'exécuteur de Ben M'hidi par pendoison, qui affirment publiquement avoir ordonné des exécutions extrajudiciaires, en constituent en la matière un parangon caractéristique. Et que l'on n'aille pas invoquer les différences que le statut de Rome institue entre le crime contre l'humanité, le crime de guerre, le génocide et enfin le crime d'agression, pour nous flouer.

Laissons pour l'instant ce chapitre aux professionnels et aux praticiens du droit international. Qu'est-il enfin demandé à M. Macron ? Devenu président de la République française, et disposant d'une

Si en France la bien-pensance refuse de reconnaître des crimes dignes du retour à la barbarie après le siècle des lumières et la consécration des droits humains comme des crimes contre l'humanité, en se cachant derrière son petit doigt, ce n'est pas le fait du hasard. De construction jurisprudentielle, la notion de crime contre l'humanité a connu plusieurs développements au XX^e siècle, particulièrement depuis le procès de Nuremberg contre les criminels nazis.

France de Vichy, dont François Mitterrand dira que «la nation française n'a pas été engagée dans cette affaire, ni la République, c'était un régime nouveau, différent, occasionnel», et la France de Londres qui qualifiait, elle aussi, Vichy à travers de Gaulle de «nul et non avenu», les Français joueront depuis la diversion pour ne pas rendre justice à tous les humains qui auront subi les horreurs et les monstruosité de la France officielle, qui est une et seulement une. Aux yeux des Français, tous ceux qui soutenaient le contraire étaient des révisionnistes. N'en déplaie à tous les tenants de ce conformisme, la France du régime de Vichy était légitime. Elle était légale aussi. Pétain est arrivé légalement au pouvoir. Ce sont les représentants élus du peuple français qui avaient voté pour lui et lui ont donné tous les pouvoirs. Ce qu'il en avait fait après, il l'a fait pareillement, au nom de la France. Cela fut reconnu par Jacques Chirac en 1995, quand il confessa : «Oui, la folie criminelle de l'occupant a été, chacun le sait, secondée par des Français, secondée par l'Etat français.» Autres temps, autres mœurs. Mais les faits historiques sont là, têtus et frontaux.

Ce sont les victimes de ce qui fut appelé la Shoah — la catastrophe — et leurs descendants, secondés et soutenus par divers lobbys et autres groupes de pression juifs et sionistes activistes, particulièrement aux Etats-Unis, comme l'Aipec, l'American Israël Public Affairs Committee et le Conseil représentatif des institutions juives de France, le Crif, qui contraignirent les dirigeants français à la reconnaissance de cette responsabilité.

D'ailleurs les tribunaux français des deux ordres, le judiciaire et l'administratif, confirmeront cette conquête à travers les procès Barbie, Touvier et Papon. Mais pas

but de décrocher de juteux contrats aux Etats-Unis, son rôle dans la déportation des Juifs. Alors qu'auparavant l'entreprise insistait, mordicus, sur le fait que les cheminots étaient sous le joug de l'occupant nazi, sous menace de mort.

Le 25 janvier 2011, son président, Guillaume Pépy, exprimait sa profonde douleur et les regrets de la SNCF pour les conséquences des actes de la compagnie de l'époque et qu'en son nom, il s'inclinait devant les victimes, les survivants et les enfants de déportés et devant la souffrance qui perdure encore. A travers ce chemin de croix, pour satisfaire certaines sommations insistantes et autres exigences, parfois intenables, la compagnie du rail français annonçait, début février 2012, la création d'un site internet en anglais (sic) sur le sujet de l'Holocauste. Et qu'elle venait aussi de déposer une copie de la totalité de ses archives numérisées de la période 1939-1945 dans trois centres de recherches et de témoignages sur la Shoah au Mémorial de la Shoah à Paris, au centre Yad Vashem à Jérusalem et à l'Holocaust Museum, à Washington. Suivez mon regard vous y découvrirez les oukases des organisations sionistes lobbyistes, que j'ai citées au début. Là il faut rappeler que les employés et les moyens de cette compagnie française avaient servi à transporter vers les camps de la mort et de la solution finale, selon des statistiques fiables, près de 76 000 personnes. Le but à travers ce rappel n'est cependant pas ici de comparer, ni de commenter les malheurs et les drames humains et de les utiliser pour défendre telle cause ou bien telle autre, encore moins d'établir une hiérarchisation des afflictions que subirent des êtres humains, les juifs, pour cause de religion, les tziganes pour cause d'origine, les

Si le crime contre l'humanité n'a jamais fait l'objet d'une convention générale, le statut de Rome, créant la Cour pénale internationale, la CPI, en a quand même donné une définition en son article 7. Il énumère 11 types d'actes inhumains, aptes à recevoir la qualification de crimes contre l'humanité, quand ils sont commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque. 9 types sur les 11 s'appliquent pour l'Algérie.

atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale. Etant entendu que la compétence de la CPI n'est pas rétroactive, depuis le 1^{er} juillet 2002, il n'en demeure pas moins vrai que les actes cités supra ont été commis en Algérie, dans le cadre d'une attaque généralisée lancée contre les populations civiles algériennes et en connaissance de cette attaque par la France officielle de 1830 à 1962, par tous ses états-majors et par tous ses officiers. Des exemples de ces sinistres crimes, vécus, attestés et confirmés, jalonnent l'histoire de 132 de colonisation de peuplement de l'Algérie et certains de leurs suppliciés sont toujours vivants. Signalons tout

majorité parlementaire absolue, avec 350 députés depuis le 18 juin 2017, il est donc légitime, légal et décisif.

Il en est dès lors attendu, qu'il honore sa parole donnée, en lui faisant prendre la concrétisation qui sied. En somme, confirmer son engagement de campagne. La forme de réalisation, quant à elle, se fera sur le consensus des experts et des spécialistes des deux parties.

L'occasion de la prochaine visite annoncée en Algérie du président français serait une opportunité pour poser les premiers jalons de ce long, mais pas impossible, processus de reconnaissance.

A. L.